

ASSEMBLEA
PARLAMENTARE DELLA NATO

Résolution n. 354

Améliorer la sécurité énergétique (*)

Annunziata il 29 gennaio 2007

L'ASSEMBLÉE,

1. Reconnaissant que la sécurité énergétique se situe désormais au centre du débat politique et stratégique contemporain, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe;

2. Consciente que des approches nationales de la sécurité énergétique ne suffisent pas pour relever les défis liés à la sécurité, dont la nature est par essence mondiale et comporte de multiples facettes;

3. Constatant que ces défis couvrent: l'explosion de la demande, les goulets d'étranglement au niveau de l'offre, une concurrence croissante pour des ressources énergétiques qui se raréfient, la volatilité des prix de l'énergie, le nombre limité

de fournisseurs, une instabilité politique dans de grands pays producteurs de pétrole et de gaz, le ciblage des infrastructures énergétiques par des terroristes, une capacité d'exploration, d'extraction, de transport et de raffinage inappropriée, l'appartenance étatique de ressources énergétiques clés, le recours aux ressources énergétiques à des fins explicitement politiques et parfois déstabilisatrices, et la croissance des préoccupations environnementales concernant, notamment, la consommation d'hydrocarbures;

4. Observant que la demande énergétique continue d'augmenter dans toutes les régions du monde, l'Asie étant à l'origine d'une part importante de cette augmentation en raison de sa croissance explosive et, en général, bénéfique;

5. Comprenant qu'il existe une inquiétude persistante quant à la sécurité de l'énergie nucléaire tout en reconnaissant

(*) Présentée par la Commission de l'économie et de la sécurité et adoptée par l'assemblée plénière le vendredi 17 novembre 2006, ville de Québec, Canada.

son aptitude à produire de l'énergie sans émission de gaz à effet de serre;

6. Acceptant que la consommation d'énergies renouvelables ne représente qu'un faible pourcentage de la production énergétique mondiale, alors que les technologies permettant une consommation efficiente de carburant et les biocarburants se heurtent à l'insuffisance du soutien financier des pouvoirs publics et à des systèmes de calcul de coûts qui omettent de prendre en considération les véritables coûts de la consommation d'hydrocarbures en termes d'environnement et de sécurité;

7. Reconnaissant que la hausse des prix de l'énergie touche durement les pays en développement en particulier et qu'elle peut saper les efforts visant à sortir les gens de la pauvreté, un phénomène qui, en fin de compte, porte préjudice à la sécurité mondiale;

8. Notant que les prix de l'énergie peuvent aussi avoir un effet particulièrement néfaste sur les budgets militaires, déjà sous pression, des pays membres de l'OTAN;

9. Déplorant l'absence de consensus entre les gouvernements alliés pour débattre sérieusement des faits dont l'OTAN pourrait contribuer à la sécurité énergétique et le dialogue très limité entre l'OTAN et l'Union européenne, ce qui risque de compliquer davantage toute riposte à un véritable cas d'urgence énergétique dans la zone euro-atlantique; mais,

10. Se réjouissant que l'UE ait récemment décidé d'adopter une Politique énergétique européenne commune;

11. INVITE INSTAMMENT les parlements et les gouvernements des pays membres et des pays partenaires de l'Alliance atlantique:

a. à entamer un Dialogue sur la sécurité énergétique au sein de l'OTAN, afin d'identifier les intérêts et défis communs en matière de sécurité énergétique et de

définir les domaines particuliers où les structures politiques et les ressources de l'OTAN pourraient contribuer à renforcer la défense des intérêts énergétiques occidentaux;

b. à encourager l'OTAN à examiner comment elle pourrait jouer un rôle actif pour défendre les infrastructures énergétiques telles qu'oléoducs et gazoducs, raffineries et ports contre des attaques terroristes ou militaires, pour augmenter son aptitude à surveiller les voies de communication maritimes afin de protéger le trafic des pétroliers, et pour constituer une capacité de planification susceptible de réagir aux éventuelles situations de crises énergétiques;

c. à promouvoir un Dialogue sur la sécurité énergétique entre l'OTAN et l'UE afin de permettre une planification en cas de crise et de faciliter la coopération dans de telles circonstances;

d. à accroître le soutien à la recherche, au développement et aux investissements dans des énergies renouvelables, ainsi que dans des technologies favorisant l'efficacité énergétique, tout en encourageant de meilleures pratiques en matière de conservation de l'énergie et une coopération multilatérale et transatlantique plus globale dans ces différents domaines;

e. à promouvoir les activités de recherche continues pour assurer la sécurité de l'énergie nucléaire et à envisager de mettre au point une approche multilatérale en matière de stocks d'uranium enrichi;

f. à diversifier les sources d'énergie dans les mix énergétiques nationaux et à examiner les solutions infrastructurelles et techniques qui permettraient de s'assurer qu'aucun pays de l'OTAN ne dépend entièrement d'un seul fournisseur ou d'un petit groupe de fournisseurs;

g. à soutenir le Dialogue sur la sécurité énergétique dans le cadre du G-8, entre l'UE et la Russie et entre les Etats-Unis et

la Russie et le travail effectué au sein du Conseil OTAN-Russie sur les menaces terroristes qui pèsent sur les infrastructures vitales, à contribuer à l'amélioration des infrastructures énergétiques, à favoriser le bon fonctionnement des mécanismes du marché et à encourager la responsabilité mutuelle des fournisseurs et des consommateurs de ressources énergétiques tout en évitant d'utiliser les ressources énergétiques comme moyen de pression diplomatique;

h. à intensifier un dialogue énergétique multilatéral avec des pays émergents gros consommateurs tels que la Chine et l'Inde, le cas échéant dans le cadre de l'OCDE/Agence internationale de l'énergie, afin de mettre en lumière les intérêts communs et réduire le risque de confrontations liées à l'énergie;

i. à travailler en collaboration avec les gouvernements, les chefs d'entreprise et la

société civile des pays en développement pour accroître l'efficacité énergétique dans les régions moins développées de la planète, afin de réduire la demande mondiale d'énergie tout en reconnaissant qu'une consommation accrue de l'énergie dans ces régions est indispensable à leur développement;

j. à aider les pays en développement à exploiter leurs capacités pour produire des biocarburants susceptibles de leur apporter des avantages comparatifs, tout en rejetant des mesures protectionnistes qui entravent le libre-échange de biocarburants et de carburants synthétiques, propres et de moins en moins chers, et disponibles auprès d'un large éventail de fournisseurs;

k. à veiller à ce que les parlements et assemblées parlementaires, comme l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, participent activement à tous ces efforts.

Resolution n. 354

Improving Global Energy Security (*)

THE ASSEMBLY,

1. Recognising that energy security has moved to the centre of the contemporary strategic and political debate both in the United States and Europe;

2. Aware that national approaches to energy security are not sufficient to cope with the global and multifaceted nature of these security challenges;

3. Observing that these challenges include: soaring demand; supply bottlenecks; mounting competition for scarce energy resources; energy price volatility; the limited number of suppliers; political instability in major oil and gas producing countries; terrorist targeting of energy infrastructure; inadequate exploration, extraction, transit and refining capacity; state ownership of key energy assets; the employment of energy resources for expressly political and sometimes destabilising purposes; and mounting environmental concerns, particularly surrounding the use of carbon-based fuels;

4. Noting that energy demand continues to rise in all regions of the world, with Asia accounting for much of the increase due to its explosive and generally beneficial growth;

5. Understanding that there are ongoing concerns about the safety of nuclear power but recognising its potential to produce energy without emitting greenhouse gases;

6. Acknowledging that the use of renewable resources accounts only for a small percentage of world energy production, while fuel-efficient technologies and bio-fuels are handicapped by insufficient public funding and costing systems that fail to capture the true environmental and security costs of using carbon-based fuels;

7. Recognising that rising energy prices hit developing countries particularly hard and can undermine efforts to bring people out of poverty, a phenomenon that ultimately undermines global security;

8. Noting that energy prices can also have a particularly adverse effect on already overstretched NATO member country military budgets;

(*) Presented by the Economics and Security Committee and adopted by the plenary assembly on Friday 17 November 2006, Québec City, Canada.

9. Lamenting the lack of agreement among Allied governments to discuss seriously the ways in which NATO might contribute to energy security as well as the very limited dialogue between NATO and the European Union, which could make it more difficult to respond to a genuine energy emergency in the Euro-Atlantic space; but,

10. Applauding the EU's recent decision to adopt a Common European Energy Policy;

11. URGES the governments and parliaments of member and partner countries of the North Atlantic Alliance:

a. to initiate an Energy Security Dialogue within NATO in order to identify common energy security interests and challenges, and to define those specific areas in which NATO assets and political structures might help reinforce the defence of Western energy interests;

b. to encourage NATO to consider how it might play an active role to defend energy infrastructure like pipelines, refining facilities and ports from terrorist or military attacks; to build upon its capacity to monitor the sea lanes of communication to ensure the safe passage of tanker traffic; and to develop a contingency planning capacity for potential energy emergencies;

c. to promote an Energy Security Dialogue between NATO and the EU in order to enable energy crisis planning and to facilitate co-operation in the event of such a crisis;

d. to redouble support for research, development and investment in renewable resources, as well as fuel-efficient technologies, while encouraging best energy conservation practices and more comprehensive multilateral and trans-Atlantic co-operation in all of these areas;

e. to advance research efforts designed to promote safe nuclear power and to

consider developing a multilateral approach to an enriched uranium stockpile;

f. to diversify the sources of energy in national energy mixes and to look at infrastructure and technical solutions to ensure that no NATO country is fully dependent on any single or small group of suppliers;

g. to support the G8, EU-Russia and the US-Russia Energy Security Dialogue and the work in the NATO-Russia Council on terrorist threats to critical infrastructure; to help improve energy infrastructure; to promote adequate functioning of market mechanisms; and to encourage mutual responsibility of suppliers and consumers of energy resources while avoiding the use of energy assets for diplomatic leverage;

h. to enhance multilateral energy dialogue with important emerging consumer countries such as China and India, perhaps within the OECD/International Energy Agency framework, in order to identify common interests and lower the risk of energy-driven rivalries;

i. to work with developing country governments, business leaders and civil societies to advance energy efficiency in the world's less developed regions in order to reduce global energy demand while recognising that increased energy use in these regions is essential to their development;

j. to help developing countries utilise their capacities to produce bio-fuels, in which they might enjoy comparative advantages while rejecting protectionist measures that hinder free trade in clean and increasingly cheap bio-fuels and syn-fuels, which can be sourced from a variety of suppliers;

k. to ensure that parliaments and parliamentary assemblies, such as the NATO Parliamentary Assembly, are actively engaged in all of these efforts.

N. B. Traduzione non ufficiale**Risoluzione n. 354****Migliorare la sicurezza energetica mondiale (*)**

L'ASSEMBLEA,

1. Riconoscendo che la sicurezza energetica si colloca ormai al centro del dibattito politico e strategico contemporaneo, sia negli Stati Uniti che in Europa;

2. Consapevole che le impostazioni nazionali in tema di sicurezza energetica non bastano più ad affrontare le sfide connesse alla sicurezza, la cui natura è di per sé mondiale ed implica molteplici sfaccettature;

3. Constatando che queste sfide comprendono: l'esplosione della domanda, le strozzature a livello dell'offerta, una crescente concorrenza per le scarse risorse energetiche, la volatilità dei prezzi dell'energia, il numero limitato di fornitori, un'instabilità politica in grandi paesi produttori di petrolio e di gas, il fatto che delle infrastrutture energetiche possono rappresentare dei bersagli per i terroristi, un'inadeguata capacità di prospezione, estrazione, trasporto e raffinazione, la proprietà statale di risorse energetiche

fondamentali, il ricorso alle risorse energetiche a fini esplicitamente politici e talvolta destabilizzanti e l'aumento delle preoccupazioni ambientali relative, in particolare, al consumo di combustibili contenenti carbonio;

4. Osservando che la domanda energetica continua a crescere in tutte le regioni del mondo, con l'Asia che è all'origine di una quota importante di tale aumento per via della sua crescita esplosiva e, in generale, positiva;

5. Comprendendo che esiste una persistente preoccupazione in ordine alla sicurezza dell'energia nucleare ma riconoscendo anche la possibilità che questa offre di produrre energia senza emissione di gas ad effetto serra;

6. Riconoscendo che il ricorso a fonti rinnovabili di energia rappresenta solo una modesta percentuale della produzione energetica mondiale, mentre le tecnologie che consentono un consumo efficiente di carburante ed i biocombustibili sono svantaggiati da insufficienti finanziamenti pubblici e da sistemi di determinazione dei costi che non prendono in considerazione i veri costi del consumo di combustibili contenenti carbonio in termini ambientali e di sicurezza;

(*) Presentata dalla Commissione economia e sicurezza e adottata dall'Assemblea in seduta plenaria venerdì 17 novembre 2006 a Québec City, Canada.

7. Riconoscendo che l'aumento dei prezzi dell'energia colpisce duramente in particolare i paesi in via di sviluppo e che esso può minare gli sforzi diretti a sottrarre le popolazioni alla povertà, fenomeno che, in definitiva, pregiudica la sicurezza mondiale;

8. Notando che i prezzi dell'energia possono anche avere un effetto particolarmente negativo sui bilanci militari, già sotto pressione, dei paesi membri della NATO;

9. Deplorando l'assenza di consenso fra i governi alleati nel discutere seriamente i modi in cui la NATO potrebbe contribuire alla sicurezza energetica nonché il dialogo assai limitato fra la NATO e l'Unione europea, il che rischia di rendere più difficile una risposta ad un vera emergenza energetica nello spazio euroatlantico;

10. Plaudendo alla recente decisione dell'UE di adottare una Politica energetica europea comune;

11. SOLLECITA i parlamenti ed i governi dei paesi membri e dei paesi *partner* dell'Alleanza Atlantica a:

a. avviare un Dialogo sulla sicurezza energetica in ambito NATO, al fine di individuare gli interessi e le sfide comuni in materia di sicurezza energetica e di definire i settori particolari in cui le strutture politiche e le risorse della NATO potrebbero contribuire a rafforzare la difesa degli interessi energetici occidentali;

b. incoraggiare la NATO ad esaminare in che modo essa possa svolgere un ruolo attivo per difendere infrastrutture energetiche quali oleodotti e gasdotti, raffinerie e porti da attacchi terroristici o militari, per aumentare la propria idoneità a sorvegliare le vie di comunicazione marittime onde proteggere il traffico delle petroliere, e per sviluppare una capacità di pianificazione che permetta di fronteggiare potenziali emergenze energetiche;

c. promuovere un Dialogo sulla sicurezza energetica fra la NATO e l'UE per consentire una pianificazione per fronteggiare eventuali crisi energetiche ed agevolare la cooperazione in siffatte circostanze;

d. moltiplicare il sostegno alla ricerca, allo sviluppo e agli investimenti in energie rinnovabili, nonché in tecnologie che favoriscano l'efficienza energetica, incoraggiando nel contempo migliori prassi in materia di conservazione dell'energia ed una cooperazione multilaterale e transatlantica più globale in questi diversi settori;

e. promuovere le attività di ricerca volte a garantire la sicurezza dell'energia nucleare e considerare la possibilità di mettere a punto un approccio multilaterale in materia di stoccaggio dell'uranio arricchito;

f. diversificare le fonti di energia nei mix energetici nazionali ed esaminare le soluzioni infrastrutturali e tecniche che consentirebbero di garantire che nessun paese della NATO dipenda interamente da un singolo fornitore o da un ristretto gruppo di fornitori;

g. sostenere il Dialogo sulla sicurezza energetica nel quadro del G8 tra l'UE e la Russia e tra gli USA e la Russia e il lavoro svolto nel Consiglio NATO-Russia sulle minacce terroristiche che interessano le infrastrutture sensibili, contribuire al miglioramento delle infrastrutture energetiche, promuovere il buon funzionamento dei meccanismi di mercato e incoraggiare la responsabilità reciproca dei fornitori e dei consumatori delle risorse energetiche evitando di utilizzare tali risorse come mezzo di pressione diplomatica;

h. intensificare un dialogo multilaterale sull'energia con i paesi emergenti grandi consumatori come la Cina e l'India, se del caso nell'ambito dell'OCSE/Agenzia internazionale dell'energia, per porre in luce gli interessi comuni e ridurre il rischio di confronti legati all'energia;

i. collaborare con i governi, i responsabili delle imprese e la società civile dei paesi in via di sviluppo per aumentare l'efficienza energetica nelle regioni meno sviluppate del pianeta, al fine di ridurre la domanda mondiale di energia, pur riconoscendo che un maggiore consumo di energia in tali regioni è indispensabile al loro sviluppo;

j. aiutare i paesi in via di sviluppo a sfruttare le loro capacità di produzione di

biocombustibili in grado di offrire vantaggi comparativi, respingendo nel contempo misure protezionistiche che siano di ostacolo al libero scambio di biocombustibili e di carburanti sintetici, puliti e sempre meno cari, e disponibili presso una vasta gamma di fornitori;

k. vigilare affinché i parlamenti e le assemblee parlamentari, come l'Assemblea parlamentare della NATO, partecipino attivamente a tutti questi sforzi.